

Plénière sur la justice

La très révérende Dr Carmen Lansdowne

Église unie du Canada 18 octobre 2025

Madame la Présidente, Monsieur le Secrétaire général, Mesdames et Messieurs les membres du Bureau, Mesdames et Messieurs les invités, mes frères et sœurs en Christ,

Il y a deux mois, j'ai terminé un mandat de trois ans en tant que modératrice de l'Église unie du Canada. Je n'étais que la deuxième personne autochtone à occuper ce poste, et la première femme autochtone à exercer cette fonction. Je suis membre de la Première Nation Heiltsuk, originaire de la côte centrale de la Colombie-Britannique, sur la côte ouest du Canada. Mon peuple a survécu à un génocide physique et culturel – une histoire que je n'ai pas le temps d'aborder aujourd'hui, mais il y a moins de 200 ans, on estimait que le peuple Heiltsuk comptait entre 25 000 et 35 000 personnes. Principalement décimés par la variole et la grippe, nous étions moins de 400 à survivre au début du XXe siècle. 99,99 % de notre peuple a été exterminé en l'espace d'un siècle.

J'ai choisi ce thème pour notre Assemblée générale parce que les peuples autochtones du monde entier sont des experts en matière de persévérance. Ma cousine Ayla dit que l'endurance est la valeur autochtone la plus sous-estimée. Dans notre cahier de travail, le comité de planification stratégique du programme a fait allusion au fait que certains de nos membres estimaient que persévérer dans notre témoignage n'était pas le bon message pour 2025. Des questions ont été soulevées, telles que « Où est l'optimisme de notre tradition réformée ? Le monde est-il vraiment aussi sombre que le décrit le cahier d'exercices ? Et si oui, la persévérance est-elle vraiment la bonne réponse ? »

Je pensais que les peuples autochtones du monde entier perséveraient sous le poids de l'oppression culturelle, physique, spirituelle et environnementale depuis plus de 500 ans. Et oui, quand on considère le monde du point de vue de ceux qui sont les plus marginalisés par les systèmes d'oppression locaux et mondiaux, le monde reste sombre, et nous devons donc persévérer dans notre témoignage. Persévérer dans notre conviction que nous savons comment vivre en bonne relation les uns avec les autres et avec toute la bonne création de Dieu, et que nous devons constamment réformer nos vies pour y parvenir. Mais ma sœur autochtone et coanimatrice de l'atelier sur les peuples autochtones, Jenne Pieter, a confronté ce concept à une notion chrétienne romantique. Que nous, en tant que peuples autochtones, sommes en fait en *résistance* contre l'oppression. Et la résistance est un mot beaucoup plus actif qui nécessite également une réforme et une réformation. Car, comme le dit très simplement mais profondément notre note conceptuelle sur l'alliance pour la justice : toute la vie est en jeu ici.

De nombreuses Églises qui entretiennent des relations avec les peuples autochtones sont devenues très douées pour indigéniser leurs espaces ou pour mettre en valeur les cultures autochtones dans les liturgies et les célébrations de la diversité. Mais elles sont beaucoup moins nombreuses à s'être penchées sur la décolonisation de nos pratiques commerciales ou sur la manière dont nous défendons les changements sociaux, politiques, environnementaux et économiques dans le monde.

Les idées, les cosmologies et les cultures autochtones sont une belle idée, jusqu'à ce qu'elles impliquent de repenser radicalement la manière dont nous poursuivons nos objectifs politiques, environnementaux et économiques. Nos perspectives sont alors considérées comme archaïques, païennes, irréalistes ou ignorantes. La vérité est que les peuples autochtones vivent depuis des millénaires d'une manière plus équilibrée et plus respectueuse de la bonté de l'ordre créé dans son ensemble. Lorsque nous luttons contre la destruction non réglementée ou effrénée des écosystèmes afin de promouvoir l'agro-industrie, l'exploitation minière, l'industrie manufacturière ou l'exploitation des ressources au nom de la « croissance économique », c'est parce que nous savons que la

terre ne peut continuer à tolérer un modèle économique qui considère le monde que Dieu aime comme un simple distributeur automatique de billets permettant de retirer sans limite les ressources naturelles de la terre.

Lutter contre les entreprises, souvent soutenues par la puissance militaire nationale, en particulier (mais pas uniquement) dans les pays du Sud, est dangereux ; c'est une histoire à la David et Goliath qui se termine rarement bien. Nos Églises devraient envisager des changements systémiques qui nous permettraient de vivre dans un avenir radicalement différent de notre trajectoire actuelle.

Nos Églises, en particulier celles qui ont investi des moyens importants dans des actions, peuvent et doivent envisager des désinvestissements stratégiques, des boycotts et des actions militantes de la part des actionnaires afin de responsabiliser les entreprises dans un monde qui considère les actionnaires comme les seuls, voire les plus importants acteurs à prendre en compte. Toutes les Églises membres pourraient plaider en faveur de lois, comme certaines nations l'ont fait, qui limitent notre utilisation des plastiques à usage unique, mais qui réglementent également la fabrication de produits à obsolescence programmée. Une grande partie de la frénésie minière actuelle est due au fait que nous alimentons la transition vers un monde plus numérique avec des équipements conçus pour être obsolètes au lieu de matériel pouvant être mis à niveau sur de longues périodes, comme si le monde disposait de quantités illimitées d'aluminium, de cadmium, de cobalt, de lithium, d'or et d'autres métaux précieux dont nous dépendons de plus en plus pour nos besoins en matériel technologique. Et nous devons plaider en faveur des changements environnementaux les plus stratégiques possibles. Nos églises se concentrent souvent sur la limitation des voyages en avion, alors que ceux-ci ne représentent que 2 % de nos émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES). L'alimentation en énergie et le chauffage/refroidissement de nos bâtiments sont de loin les plus gros consommateurs de combustibles fossiles, représentant 27 % de nos GES, la construction de bâtiments contribuant à 14 % des GES et le transport routier à 12 %. Nous devons plaider en faveur d'une transformation du marché du carbone afin de donner la priorité aux projets de contribution carbone menés par les populations autochtones et les communautés, plutôt qu'aux développements verts ayant d'autres impacts sociaux et environnementaux qui affectent de manière disproportionnée les populations autochtones et les autres communautés marginalisées dans les pays du Sud.

Les visions du monde autochtones doivent être au centre de notre vision de l'avenir. Notre compréhension profondément chérie des réseaux complexes de la vie interconnectée dans l'ordre créé par Dieu est particulièrement bien placée pour nous aider à nous reformer et à être reformés à partir du capitalisme néolibéral effréné qui marque cette période de notre existence comme le Capitalocène. Nos cultures détiennent une sagesse ancestrale sur la manière d'exploiter les ressources de manière responsable, bien que beaucoup plus lentement. Nos aînés savent comment surveiller les signes d'un écosystème en détresse, ou, plus important encore, comment bien vivre dans l'abondance de l'ordre créé par Dieu sans prendre plus que ce dont nous avons besoin. Avant la colonisation, nous étions experts dans l'art de vivre l'histoire de la manne et des cailles (Exode 16), et il est préférable pour nous et pour la planète de revenir à ce mode de vie.

Dans le document conceptuel sur les peuples autochtones, nous défendons l'idée de « l'économie du beignet » – qui, il faut l'admettre, est un nom terriblement peu sérieux pour désigner une vision alternative incroyablement puissante et sérieuse de nos systèmes économiques mondiaux : une vision qui n'externalise pas les impacts de nos économies sur les personnes ou la planète. Le concept d'économie du donut exige que nous vivions dans des limites politiques et environnementales qui créent un espace juste et sûr pour les humains, favorisant la prospérité humaine au sein d'un réseau de vie florissant.

Le monde continue de répandre le mensonge selon lequel le capitalisme est une histoire d'offre et de demande. Mais ce n'est pas toute l'histoire. La vérité est que nous vivons dans un système économique fondé sur la commercialisation d'une demande de biens de consommation. Nous créons des biens, dont beaucoup ne sont utiles à personne, puis les entreprises doivent

fabriquer le désir pour ces biens. Et si nos Églises membres, par le biais de cette Communion et d'autres organismes œcuméniques, pouvaient utiliser les outils dont nous disposons déjà pour créer une vision d'épanouissement fondamental pour chaque personne sur la planète ? Et si nous posions des questions telles que : « De quoi aurions-nous besoin pour prospérer : des vêtements de bonne qualité, des logements durables et économes en énergie, des transports publics neutres en carbone dans la mesure du possible, l'accès à des technologies éthiques et durables, et la réglementation des technologies numériques qui ont un impact environnemental disproportionné, comme l'intelligence artificielle générative grand public ? » Quelles sont les autres questions que nous devrions poser afin de pouvoir plaider en faveur de systèmes mondiaux qui soutiennent cette vision de la vie ?

Le plaidoyer des peuples autochtones en faveur de la fin des systèmes économiques et environnementaux destructeurs ne concerne pas seulement nos peuples, mais nous tous, par amour pour le monde que Dieu aime. C'est ce que nous voulons dire lorsque beaucoup d'entre nous affirment que toute théologie autochtone est une théologie politique, car la théologie sans action juste ne suffit pas. Plus maintenant.